Séance publique du 22 septembre 2003

Délibération n° 2003-1366

commission principale : déplacements et urbanisme

objet : **Agence d'urbanisme - Convention pluriannuelle en date du 31 janvier 2003 - Avenant n° 1**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestion - Contrôle des gestions externes

Le Conseil,

Vu le rapport du 3 septembre 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

A la suite de l'annulation du POS dans sa version 2001 par le Tribunal administratif, il a été décidé de mener à bien le chantier de la transformation du POS en PLU, conformément aux dispositions de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain.

Afin que ce projet puisse être mené à son terme pour 2005 et que le suivi du POS 1993-1994 puisse être effectué dans de bonnes conditions, la Communauté urbaine souhaite associer à ses travaux l'Agence d'urbanisme.

La participation de l'Agence d'urbanisme à ces différents travaux représente, pour l'association, une charge supplémentaire et un déploiement de moyens qui nécessitent, notamment, un renforcement de son personnel et des moyens supplémentaires mis à sa disposition (postes informatiques, espace de travail).

Après concertation entre la direction de l'Agence d'urbanisme et les services de la Communauté urbaine, portant notamment sur les profils de postes des personnes devant être recrutées, ce renfort a été estimé, pour 2003, à *6,5 équivalent temps pleins*, lesquels représentent pour l'association une charge financière supplémentaire évaluée pour cet exercice, au *prorata temporis*, à 337 500 €.

Par ailleurs, lors de la précédente phase de conventionnement pluriannuelle avec l'Agence, la Communauté apportait, en sus de sa subvention en espèces, des moyens au niveau du personnel et des locaux ainsi qu'un avantage lié à la fréquentation du restaurant communautaire par ses salariés.

Le restaurant étant devenu un restaurant inter-administration en vertu d'une délibération en date du 5 novembre 2001, l'Agence d'urbanisme doit s'acquitter d'une participation complémentaire aux coûts indirects. Cette participation a été facturée à l'Agence d'urbanisme sur la base des repas pris par son personnel à hauteur de 59 799 € pour l'année 2002 qu'il convient de lui rembourser.

Ainsi, afin de permettre à l'Agence d'urbanisme, d'une part, de réaliser les recrutements prévus nécessaires à sa participation aux travaux de transformation du POS en PLU et du suivi du POS 1993-1994 et, d'autre part, de compenser la dépense supplémentaire résultant de la disparition de l'avantage en nature lié à la fréquentation du restaurant communautaire, il est proposé que la subvention prévue pour l'année 2003, à hauteur de 3 900 000 €, soit augmentée de la charge financière résultant du renforcement des effectifs de l'Agence, soit 337 500 € et de sa participation aux coûts indirects du restaurant pris en charge au titre de 2002, soit 59 799 €. La subvention au titre de 2003 est ainsi portée à un total de 4 297 299 €.

Par ailleurs, il convient également de valoriser financièrement les moyens mis à disposition de l'Agence d'urbanisme pour ce renforcement de mission. Cette valorisation est estimée à 9 333 € pour les moyens informatiques et 5 586 € de loyer annuel hors charges pour les 57 mètres carrés mis à disposition au 5° étage de l'hôtel de Communauté. Cette valorisation est intégrée à l'annexe de la convention pluriannuelle ;

Vu ledit dossier ;

Vu la convention pluriannuelle du 31 janvier 2003 passée avec l'Agence d'urbanisme ;

Vu sa délibération en date du 5 novembre 2001 ;

Ouï l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer avec l'Agence d'urbanisme un avenant n° 1 à la convention du 31 janvier 2003 augmentant la participation financière de la Communauté urbaine prévue pour l'exercice 2003 de 397 299 €.

2° - La dépense correspondant, soit 397 299 €, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2003 - compte 657 480 - fonction 824.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,